

## GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – QUESTION

	Date	Heure	Numéro	Département(s)	
À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé:	20.01.2015	10:24	15.305	DJSC	
	Annule et remplace				

**Auteur(s):** Groupe socialiste

**Titre:** Mesures salariales: quelle planification?

**Contenu:**

Lors des débats sur le budget 2015, aucun accord salarial n'avait été trouvé entre le Conseil d'Etat et les différents acteurs syndicaux. Le Conseil d'Etat nous a alors promis vouloir reprendre les discussions le plus rapidement possible, ceci afin de travailler sur un nouveau mode de progression salariale qui fera suite à une période transitoire.

Le groupe socialiste aimerait savoir si les négociations ont repris et dans quel délai le Conseil d'Etat prévoit-il de mettre en place ce nouveau mode de progression salariale (durée de la phase transitoire, planification des travaux)?

De plus, selon les informations dont nous disposons, les employés de l'administration rattachés au SRH de l'Etat n'ont reçu aucune information concernant les mesures salariales pour 2015 (informations détaillées, situation salariale personnelle). Etant convaincus que les réformes attendues de l'Etat ne pourront être menées à bien qu'avec les membres de la fonction publique et, qu'en tant qu'employeur, l'Etat se doit d'informer clairement et rapidement ses employés sur un thème aussi significatif que le salaire, l'absence de communication à ce sujet nous inquiète et nous souhaitons en connaître les raisons?

Le Conseil d'Etat a également annoncé récemment que suite à un accord avec le canton du Jura, ce dernier allait mettre à disposition de l'Etat, un jour par semaine, un collaborateur travaillant sur la réforme de la grille salariale de l'administration jurassienne. Dans le cadre de cette réforme, le canton du Jura a décidé de travailler avec l'instrument d'évaluation du travail ABAKABA. Cet outil, encouragé par le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, permet de concrétiser le principe de l'égalité des salaires.

Soucieux que cet aspect soit pris en compte, le groupe socialiste aimerait savoir si le Conseil d'Etat a prévu de travailler avec cet instrument pour la réforme des grilles salariales?

